Asia Centre

2025 • Brève n°13

16 juin 2025

Impressions de voyage au Japon fin mai-début juin 2025

Auteur :
Jean-Yves Colin

Japon • Voyage • Économie • Politique

À propos d'Asia Centre

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

À propos de Jean-Yves Colin

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Impressions de voyage au Japon fin mai-début juin 2025

Jean-Yves Colin

16 juin 2025

Retrouver Tokyo et le Japon après deux ans d'absence est toujours un plaisir ; c'est aussi observer des évolutions et différences avec la France et Paris.

Ce plaisir est d'abord celui de retrouver un pays qui semble exempt de tous les dysfonctionnements quotidiens français. Ne pas soucier d'un éventuel vol de son téléphone à la sortie d'un autobus ou dans un couloir de métro (ça m'est arrivé !). Constater que les escalators, tapis roulants et ascenseurs ne sont jamais en panne (qualité du matériel japonais ou civisme et propreté des Japonais ?). Ne pas entendre d'annonces de retard de trains ou métros pour cause d'objets abandonnés et de signalisation en panne. Observer des flux de personnes dans les gares et les couloirs du métro spontanément organisés pour ne pas se gêner (un apprentissage qui commence à la maternelle) ou des très jeunes enfants se déplaçant dans les transports sans crainte. Ne pas soucier de donner un pourboire. Ne pas sentir d'agressivité dans les contacts sociaux comme cela peut être le cas à Paris et aussi dans d'autres grandes capitales du monde. Entendre des vendeurs et vendeuses usant de formules de politesse jugées parfois stéréotypées et toutefois plus plaisantes que les regards parfois peu avenants dans certains magasins parisiens. Se réjouir de la qualité des emballages y compris dans de petits commerces et pas seulement dans les « corners » des grands magasins. On pourrait multiplier ces exemples d'une société très policée ; certains la considéreront comme manquant de naturel et d'inattendu mais elle fluidifie la cohabitation des habitants de la plus grande métropole du monde.

Parmi les invariants, il y a évidemment les tremblements de terre. Si pendant deux semaines, aucun n'a été ressenti dans la région de Tokyo, il n'en a pas été de même au nord de l'île principale Honshu et de celle de Hokkaido ; des tremblements d'intensité 4 ou 5 sur une échelle de 7 y ont été quotidiennement enregistrés et sont un rappel de ceux, meurtriers, de la péninsule de Noto le 1er janvier 2024, Fukushima en 2011 et Kobe en 1995. Les autorités nippones en sont très conscientes et le plan relatif à un séisme le long de la faille de Nankai proche des zones très urbanisées du bord de l'Océan Pacifique est en cours de révision pour prévoir des mesures visant à réduire significativement le nombre probable de morts récemment évalué à 300 000. La préfecture de Hokkaido estime à 7 500 ce nombre en cas de séisme de niveau 7.

Pour autant le Japon connaît des changements. Le plus visible pour le rédacteur de cette Brève qui fréquente l'archipel depuis plus de 50 ans, c'est la présence croissante des étrangers.

Il y a d'abord les touristes. Avant la période de la Covid-19, on notait surtout les Chinois (du continent, de Taiwan, Hong Kong et Singapour) et les Coréens, ce qui se traduisait dans les dépliants touristiques par la disparition des langues européennes hormis l'anglais au profit des langues asiatiques (coréen, mandarin, cantonais…), ou bien par le nombre de vendeuses chinoises dans les magasins de luxe. Aujourd'hui les touristes de Malaisie et d'Indonésie, repérables par les foulards cachant les cheveux des femmes, et ceux d'autres pays comme la Thaïlande, ceux du Golfe ou l'Inde attirent l'attention. Tout comme la diversification des

périples des étrangers qui ne se limitent plus à un traditionnel tour Tokyo-Kyoto. La faiblesse de la devise nippone favorise la forte croissance du tourisme étranger dans l'archipel qu'avait souhaitée l'ancien Premier Ministre Abe Shinzo…mais n'aide pas les Japonais à sortir de l'archipel. Par ailleurs se manifeste une fatigue à l'égard du surtourisme étranger à Kyoto qui nuit à la beauté des lieux les plus connus de cette ancienne capitale, et décourage les visiteurs japonais.

D'autre part dans les « konbini » (petits magasins de quartier) des chaînes Family Mart ou Lawson, les vendeurs vietnamiens ou d'Asie du Sud prédominent et s'adressent en japonais aux clients étrangers, agrémentent parfois leurs propos d'un « thank you » rappelant comme par un clin d'œil qu'au Japon nous sommes tous des étrangers (des « gaikokujin » ou pire des « gaijin »).

Plus désagréablement, au détour d'une conversation franche avec des amis ou relations, un propos relatif aux investissements chinois dans l'immobilier de luxe, source de pression sur les prix, ou au nombre de Chinois inscrits dans des universités locales, voire à une supposée influence de lobbys chinois à la Diète (le Parlement japonais) reflète une forme d'hostilité d'une partie de la population face à cette présence croissante et relativement rapide. Quelques faits de violence récente ayant impliqué des migrants vietnamiens ont fait naître un début d'antagonisme à leur égard.

Parmi les changements notables, on observe également les limousines de luxe. A la fin des années 1970 et dans les années 1980, les marques allemandes ont pris place sur le marché automobile japonais. Aujourd'hui, à côté des marques nippones, leurs modèles haut de gamme prédominent mais aussi des voitures de grand luxe (Lamborghini, Maserati, Ferrari) aux couleurs délibérément voyantes parcourent les quartiers chics de Ginza, Aoyama et Daikan-Yama ; en revanche les limousines américaines sont absentes et les voitures françaises très rares (2 Peugeot aperçues en 2 semaines !). Cette observation, certes anecdotique, traduit une évolution du capitalisme nippon. Pendant longtemps ce dernier s'est incarné dans les noms des grands groupes industriels et financiers, la méritocratie et l'émergence d'une vaste classe moyenne. A partir de la fin des années 1970 la montée des prix des terrains a fait apparaître des « nouveaux riches ». Depuis l'éclatement de la bulle financière à la fin de 1990, qui a mis à mal le modèle traditionnel du travail et de l'entreprise, de nouvelles activités (les opérations de marché dans la finance, le numérique, les réseaux sociaux…) et d'autres plus anciennes (la communication, la publicité, les services en général…) ont diversifié les catégories sociales et accru les inégalités. De fait, le capitalisme japonais n'est plus seulement sobre et discret, mais davantage « bling bling », ce que révèle la présence de ces limousines de luxe dans les rues de Tokyo.

En ce printemps 2025, plusieurs thèmes dominent l'actualité.

Le premier est **l'instabilité politique** née du revers électoral du Parti Libéral Démocratique (PLD) aux élections de la Chambre de Représentants du 27 octobre 2024. Désormais sans majorité, le PLD avec son allié centro-bouddhiste, le Komeitô, n'est plus hégémonique mais seulement dominant et doit composer avec les forces d'opposition. Heureusement pour lui, celles-ci ne parviennent pas à s'unir, ni le recherchent activement ; pour paraphraser un éditorial

récent du journal Le Monde, le PLD aime gouverner, ses oppositions le redoutent. La situation politique actuelle au Japon rappelle ce qui se passe dans de nombreux pays européens, à commencer par la France, mais le débat à la Diète, en séance plénière ou en commissions, qui a toujours été intense, reste empreint d'une courtoisie qui le distingue du débat parlementaire français. Elle oblige le PLD à négocier en permanence avec les oppositions ; la discussion budgétaire au premier trimestre en a été l'exemple le plus manifeste. Le Premier Ministre Ishiba Shigeru est dans une position délicate. Désigné en septembre 2024 à la suite de la démission de Kishida Fumio, il n'a pas conduit son parti à la victoire et doit négocier en permanence avec les composantes du PLD, parti qui n'a pas retrouvé son équilibre depuis la démission de Abe Shinzo en août 2020 et son assassinat en juillet 2022. Certains observateurs proches du PLD estiment que Ishiba Shigeru, longtemps rival de Abe, a été un choix par défaut et lui font reproche de ne pas avoir de style, de n'avoir pas étudié à l'étranger et de ne pas parler anglais. Pour ces raisons il devrait être « encadré ». Ils font valoir l'exemple de l'entretien d'une trentaine de minutes entre le Premier Ministre et D. Trump au lendemain de la prise de fonction de ce dernier ; Ishiba Shigeru était entouré par l'Ambassadeur du Japon à Washington, précédemment conseiller de Abe, par un autre diplomate de haut rang et l'ancienne interprète de Abe. D'autres, au contraire, estiment que certes le Premier Ministre présente mal mais est en réalité intelligent et habile, à la différence de son nouveau ministre de l'Agriculture, Koizumi Shinjiro, qui avec une apparence de « beau gosse » a la faveur des médias et de l'opinion publique, s'exprime bien mais serait assez « creux » sur le fond et singerait son père, ancien Premier Ministre dans les années 1990.

La désignation de Koizumi Shinjiro a son origine dans une crise du marché du riz, l'offre, pour diverses raisons, n'étant pas suffisante à satisfaire la demande, ce qui entraîne une forte augmentation des prix. Or même si la consommation du riz décline, celui-ci a une forte valeur symbolique et reste une composante de base de l'alimentation. En le choisissant, le Premier Ministre est sorti d'une ornière où l'avait entrainé Taku Eto, son précédent ministre ; il avait déclaré, sous forme de boutade devenue gaffe : « Je n'ai jamais acheté de riz car mes soutiens m'en donnent tellement que je pourrais en vendre » ! Depuis sa nomination Koizumi Shinjiro a fait mettre en vente des stocks de riz ancien à prix bradé et s'est mis en scène lors d'opérations de distribution dans des magasins de proximité. Les sondages paraissent lui donner raison.

En fait le Premier Ministre s'achemine vers des échéances électorales décisives. La première est celle des élections du conseil métropolitain de Tokyo le 22 juin, dont les deux dernières en 2017 et 2021 n'ont pas été favorables au PLD. La seconde est celle des élections à la Chambre des Conseillers, la Chambre Haute de la Diète, prévues le 20 juillet. A Nagatacho, le site de la Diète, des rumeurs ont fait état d'une possible motion de censure des oppositions visant à renverser le gouvernement Ishiba et forcer des élections anticipées de la Chambre Basse à la même date que celle de la Chambre des Conseillers, ou bien d'une dissolution de la Chambre Basse par le Premier Ministre ; celui-ci a écarté cette hypothèse (sauf sous certaines conditions…) et son principal opposant Noda Yoshihiko n'y est guère favorable.

Le second thème dominant est la **situation économique et** la **négociation des tarifs douaniers** avec l'administration Trump. Sans être aussi mauvais que prévu par les économistes, le Produit intérieur brut au cours du premier trimestre 2025 a reculé de 0,2 % en variation annuelle. A cet

égard, la débauche de consommation dans certains quartiers de Tokyo comme Ginza ou Shibuya ne reflète pas la réalité du Japon « profond ». Ce résultat médiocre n'est dû qu'en partie aux annonces tarifaires de D. Trump qui augurent mal des chiffres des trimestres à venir ; au Japon – comme en Corée – les exportations fléchissent significativement ; en mai elles auraient reculé de 20 % par rapport à mai 2024. Des négociations ont été lancées depuis la fin de l'hiver sous la responsabilité de Akazawa Ryosei, ministre d'État chargé de l'économie et du budget ; son interlocuteur est Scott Bessent, Secrétaire d'État au Trésor. A chaque retour de ses déplacements à Washington, Akazawa Ryosei fait état de progrès sans être davantage précis. Les accusations de droit de douane japonais de 700 % sur les exportations américaines de riz vers le Japon ont été perçues comme une manifestation de mauvaise foi, au mieux une méconnaissance. Une rencontre entre le Premier Ministre et le Président Trump est envisagée au prochain G7 en vue d'un accord avant la fin de la trêve de 90 jours, début juillet, décidée par D. Trump, mais avec une certaine appréhension du côté japonais sur le fond mais aussi sur la forme de cet éventuel entretien.

A Tokyo, cette négociation tarifaire est très mal vécue car les responsables japonais s'estiment mal traités par le Président Trump et ses proches collaborateurs. Ils font valoir les investissements anciens des entreprises nippones aux Etats-Unis mais aussi les annonces faites sous la présidence Biden, l'effort engagé depuis les gouvernements Abe, Suga et Kishida pour renforcer la défense du Japon, leur contribution financière au financement des bases américaines dans l'archipel (avec un coût politique élevé à Okinawa auprès des populations) et leur soutien constant dans les émissions de dette américaine (le Japon est davantage détenteur de bons du Trésor américain que la Chine). Il n'est pas rare de rencontrer des Japonais qui s'interrogent sur la crédibilité de la protection américaine en cas de tentative de prise de contrôle des îles Senkaku ou d'îlots proches de Taiwan par la Chine, et la réaction de Washington en cas de crise à Taiwan ; les propos martiaux du Secrétaire d'État à la Défense des Etats-Unis lors de sa récente tournée en Asie ne les rassurent pas pleinement.

D'autres événements ont marqué l'esprit des Japonais au regard de l'image qu'ils se faisaient des Etats-Unis. C'est en particulier le cas des menaces et actions hostiles de D. Trump contre l'université de Harvard ; elles ont eu une couverture presse quasiment quotidienne et sont d'autant moins comprises que le « wokisme » n'est pas une thématique japonaise. On y voit un relent de racisme anti-asiatique, visant d'abord les Chinois, mais de nature à rappeler le sort peu enviable des Américains d'origine japonaise pendant la seconde guerre mondiale. Dans les milieux financiers, la brusque remontée des taux longs américains début avril, le projet de budget des Etats-Unis, la dégradation de la notation américaine et la tension récente sur une émission de la dette nippone ont été remarqués sans avoir attiré l'attention de l'opinion publique.

Parmi les rares points de satisfaction pour le Japon, figure l'acceptation par le Président Trump du projet de reprise de US Steel par Nippon Steel pour un montant de près de 15 Mds USD. Ce projet souhaité par les dirigeants des deux entreprises avait été bloqué à la fin de son mandat par le Président Biden au motif de la souveraineté nationale et son successeur avait maintenu ce blocage. In fine, sans doute sous pression de ses conseillers, des dirigeants et des syndicats de US Steel, probablement très conscients de la situation de cet ex-fleuron national en crise

depuis plusieurs décennies, il l'a accepté. Pour autant le flou reste de mise : D. Trump parle d'un partenariat, d'embauches d'une « golden share » protectrice des intérêts américains quand Nippon Steel doit penser prise de contrôle et restructuration…toutefois la firme japonaise a désormais mis un « pied dans la porte ».

Les négociateurs japonais et la coréens ont choisi de présenter à leurs interlocuteurs américains des argumentaires qu'ils considèrent raisonnables, comme les Européens continentaux mais avec une approche peut-être plus conciliatrice, différente de la confrontation entre Etats-Unis et Chine. Il n'est pas certain que ce comportement corresponde au tempérament imprévisible du président américain mais pour le Japon et la Corée du Sud il est sans doute difficile de faire autrement ; Akazawa Ryosei a d'ailleurs qualifié ces négociations de « brouillard dense ». Cette conciliation est peut-être aussi un moyen de jouer le temps long en espérant que la politique de Trump.2 ne sera pas éternelle et que plus tard le Japon en sera récompensé. Dans l'immédiat la politique américaine dite transactionnelle entame la confiance des Japonais et de leurs dirigeants dans les Etats-Unis.

Retrouver le Japon avec ses permanences et ses évolutions c'est constater que ce pays n'est pas « fini » comme parfois la lecture de certains commentateurs trop européano-centrés pourrait le faire croire. Il n'a pas été « effacé » par les modes chinoise, coréenne et taiwanaise après l'engouement des années 70-80 dont il a été l'objet. En fait pour beaucoup d'Asiatiques, il reste une référence par ses modes de vie et la relative aisance matérielle dont bénéficie une bonne partie des Japonais, et un sujet d'observation car beaucoup de ses évolutions, bonnes ou mauvaises, sont perçues comme anticipant celles de leurs pays.